



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Départementale de la Côte-d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 1686 du 21 novembre 2025

Portant mise en demeure de respecter diverses prescriptions applicables

SOCIÉTÉ EDIB

LONGVIC (21600)

Le préfet de la Côte-d'Or

VU le Code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 181-1, L. 514-5 ;

VU le Code de justice administrative ;

VU l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°285 du 22 mars 2021 portant actualisation des prescriptions clôturant l'instruction d'une étude de dangers et clôturant l'instruction d'un réexamen IED ;

VU l'arrêté préfectoral n°639 du 10 mai 2021 portant prescriptions complémentaires des installations exploitées par la société EDIB à LONGVIC ;

VU la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers du 28 février 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 23 septembre 2025 transmis à l'exploitant par courrier du 26 septembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté portant mise en demeure transmis le 26 septembre 2025 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation présentée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté portant mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que l'article 50 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé dispose que l'état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

« Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 7 août 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'état de stocks n'indique pas les mentions de dangers des matières et déchets présents sur site ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 7 août 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant n'a pas défini de typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie pour les produits et déchets autres que les matières dangereuses ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 7 août 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'état des stocks n'est pas tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires ;

CONSIDÉRANT que l'article 9 de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé dispose :

« La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 7 août 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant n'a pas établi la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 7 août 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant n'a pas mis à jour son plan d'opération interne sur le sujet ;

CONSIDÉRANT que l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé dispose :

« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis » ;*

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 7 août 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que le plan d'opération interne ne contient pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 7 août 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant n'a pas défini les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis

CONSIDÉRANT que l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé dispose :

« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- *les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]*
- ✕ *les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;*
- ✕ *les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.*

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. »

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 7 août 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que le plan d'opération interne ne précise pas :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 7 août 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant n'a pas justifié de la disponibilité en permanence de son personnel pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux dans des délais adéquats.

CONSIDÉRANT que ces faits constituent des manquements aux dispositions des articles 5 et 9 de l'arrêté du 26 mai 2014 et aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susmentionnés ;

CONSIDÉRANT que ces manquements sont de nature à impacter les tiers en cas d'évènement accidentel sur le site ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du Code de l'environnement prévoit « en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations [...] l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

CONSIDÉRANT que, compte tenu de ce qui précède, il convient de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans des délais déterminés, les dispositions des articles 5 et 9 de l'arrêté du 26 mai 2014 et des dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susmentionnés ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société EDIB (SIRET 37989790300025), dont le siège social est situé 5 boulevard de Beauregard à LONGVIC (21600), est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour les installations de traitement de déchets dangereux qu'elle exploite au 5 Boulevard de Beauregard - Zone Industrielle LONGVIC (21600) :

Dispositions	Délais à compter de la notification du présent arrêté
<p>Article 50 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé, disposant que l'état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p><i>« Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance »</i></p>	Délai : 3 mois
<p>Article 9 de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé :</p> <p><i>« La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai. »</i></p>	Délai : 3 mois
<p>Article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé :</p> <p><i>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</i> <i>• les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</i> <i>• les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</i> <p><i>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des</i></p>	Délai : 3 mois

conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. »	
---	--

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Notification et Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société EDIB.

Article 4 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de la commune de Longvic, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
signé
Denis BRUEL